

Allocution de Fabien Roussel | Toulouse

#UE2026

57 min · Parti Communiste Français

En vous proposant de donner la parole à un élu local, un maire de Saint -Amand -les -Eaux, il a été réélu par les communistes français lors du congrès 40e du nom, 40e congrès de notre parti Plus que Centenaires. Il a été réélu à la tête du Parti communiste comme secrétaire national. Fabien Roussel !

Bon, merci mes camarades,

merci, merci. Bon, allez, après c 'est l 'apéro. Et à Toulouse, l 'apéro c 'est quelque chose. Mes camarades, mes chers amis, quel plaisir de vous retrouver ici à Toulouse. Micro ! Mais pour tout vous dire, c 'est qu 'il y en a aussi ici des micros, donc il faut que je fasse gaffe, je suis serné. Il y a ceux de l 'AFP notamment, donc il ne faut pas que je bouge trop, comme on dit, et ça va bien se passer. Heureux d 'être ici à Toulouse avec vous et dans cette belle ville qui porte en elle la belle énergie d 'une histoire ouvrière, industrielle, scientifique et populaire, mon cher Pierre. Dans cette ville où on sait que le prix des convictions, de la solidarité internationale et de la lutte, ça veut dire quelque chose. Dans cette ville où même les mémés aiment la castagne, comme le chantait Claude de Nougaro. Sur cette terre de Jean Jaurès où aujourd 'hui les compétences, les savoir -faire et l 'imaginaire des dizaines de milliers de travailleurs, travailleuses, d 'ingénieurs repoussent chaque jour, loin dans le ciel et loin dans l 'espace, les frontières de notre humanité et du progrès. Merci. Merci à tous nos camarades, militantes, militants, élus de la Haute -Garonne, à Corinne Marquory, leur nouvel secrétaire fédéral, à Pierre Lacaz, vice -président de la région pour leur accueil. Merci à la fédération de Haute -Garonne. Merci à Guillaume Roubaud -Kouachi, avec qui j 'étais le directeur, à toute son équipe, à l 'accueil sécurité, car ces universités dans ce nouveau lieu sont encore, encore une réussite. Merci bien sûr à tous les invités, aux forces syndicales, associatives, aux forces politiques présentes pour animer les débats, les discussions. Je salue Thomas Dossus, sénateur qui est encore là avec nous, sénateur écologiste, Anna Piquet, député socialiste, Victorias Campa, conseillère municipale insoumise, qui était ici d 'ailleurs il y a quelques minutes. Merci à vous toutes et tous aussi d 'avoir fait le déplacement. Et je voudrais saluer tout particulièrement le jeune Ambroise qui n 'a que deux mois, je le vois là -bas, c 'est le plus jeune des membres de notre université. Et vous voyez, à travers Ambroise, quel joli nom qu 'Ambroise. Et je suis certain qu 'ils ont pensé à Ambroise Croisa en lui donnant ce nom. Je voudrais, à travers Ambroise, saluer sa maman, son papa et ses jeunes parents qui sont venus avec leurs enfants participer à nos universités d 'été grâce aux moyens que nous avons mis en place pour l 'accueil des jeunes enfants avec une belle petite garderie. J 'ai eu l 'occasion de faire un foot avec eux tout à l 'heure. Merci aussi pour ça, parce que c 'est important pour nous. Mes amis, nous sommes plus de mille, plus nombreux que l 'année dernière. Bravo. Et d 'ores et déjà, je vous donne à toutes et tous rendez -vous à notre prochain rassemblement populaire, politique et festif, qui est la Fête de l 'Humanité, où nous irons à la rencontre des 500 000 visiteurs et visiteuses qui s 'y rassemblent tous les ans et où je prononcerai un grand discours lors du meeting du samedi après -midi. Ce sont aussi nos universités populaires. Alors, chers amis, chers camarades, vos sourires, vos fraternités, votre fraternité, votre combativité, vos encouragements font du bien pour cette rentrée. Je le dis, nous ne sommes pas là, ici réunis pour commenter la crise. Nous sommes ici pour préparer la suite. Nous ne sommes pas ici pour constater que le monde va mal. Nous sommes ici pour construire les conditions du changement, pour revendiquer le droit au bonheur, le droit imprescriptible pour chacune, pour chacun de pouvoir vivre heureux, de pouvoir vivre, vivre tout simplement, vivre heureux, vivre ensemble, vivre à égalité, vivre

en paix. C'est un beau projet pour l'humanité et pour notre beau pays. Nous ne sommes pas ici pour nous résigner, pour regarder le bout de nos chaussures, pour nous excuser de ce que nous sommes. Nous sommes communistes. Communistes et fiers de l'être. Et par définition, nous croyons dans l'être humain. Nous sommes des optimistes debout. Nous croyons dans l'être humain, dans la justice, dans la paix, dans la fraternité humaine. Nous sommes communistes et nous avons les bras grands ouverts pour rassembler, pour construire, pour lutter avec toutes celles et ceux qui le souhaitent une société nouvelle, débarrasser du capitalisme, débarrasser du poids de la finance et mettant le respect de l'être humain de la planète au cœur de tous nos choix. Et nous posons une question fondamentale. Qui doit décider de l'avenir du pays ? Est-ce que ce sont encore les marchés financiers, les agences de notation, une poignée de milliardaires avec un gouvernement de valet à leur service ? Ou est-ce que c'est le peuple, les citoyennes et les citoyens qui forment l'unique pouvoir légitime ? Et c'est là une question essentielle pour nous parce que notre combat, il est là. Il est démocratique. Nous voulons redonner le pouvoir à celles et ceux qui travaillent, à celles et ceux qui créent et qui produisent les richesses et toutes les richesses. Nous voulons redonner le pouvoir à celles et ceux qui produisent et font vivre le pays, le tiennent debout, parfois à bout de bras. Voilà pourquoi, mes amis, nous voulons être au cœur de cette séquence démocratique qu'est l'élection présidentielle et les élections législatives. Car c'est l'occasion de poser cette question fondamentale. Qui décide ? Parce que depuis une décennie maintenant, les libéraux, qu'ils s'appellent Édouard Philippe, Attal, Borne, Barnier, Bérou, Lecornu et leur majorité parlementaire, nous imposent de travailler toujours plus, de payer toujours plus de nos corps, de notre temps, de notre porte-monnaie. Et tout cela pour des salaires toujours plus bas, pour des conditions de travail toujours plus difficiles, pour des emplois toujours plus précaires et des services publics toujours plus dégradés. Alors, nous le disons, l'heure est à renverser la table. Nous avons subi 20 % d'inflation en 5 ans de plus et les salaires n'en finissent pas de stagner. Les femmes sont toujours avec 22 % de salaires en moins que les hommes. Seul le SMIC a augmenté, de telle sorte qu'aujourd'hui, de nombreux salariés sont rattrapés par le salaire minimum. 17 % de travailleurs au SMIC en 2024 contre 12 % en 2017 quand Emmanuel Macron arrive au pouvoir. Et avec un SMIC qui, à cause de l'inflation aujourd'hui, ne permet plus de vivre dignement. À Rengis, dernièrement, le cours de les tomates a explosé de 75 % en un an. Celui des haricots verts de 50%, les concombres de 40 % et celui des oignons de 36%. Bientôt, on ne trouvera plus de la ratatouille sur les tables des palaces et des grands restaurants. Pourtant, un plat populaire, la ratatouille. Pour les étudiants, c'est une augmentation du coût de la vie de plus de 35 % depuis 2017. Et pour les retraités, ce sont de nouvelles menaces qui pèsent sur leurs pensions, alors qu'eux aussi ont perdu entre 5 et 10 % de pouvoir d'achat en 10 ans, faute d'une indexation réelle sur la hausse des prix, sans parler des mutuelles qui augmentent et pèsent beaucoup, beaucoup plus sur leur pouvoir d'achat à eux. Et pour les ménages, pour les familles, pour tous, pour les familles monoparentales notamment, pour tous les foyers, c'est une nouvelle hausse du gaz de 5 % en septembre après une hausse de 7 % en juillet, qui s'ajoute au prix d'électricité qui lui a augmenté de 50 % en l'espace de 10 ans. Enfin, et pour ceux qui sont partis en vacances, qui ont eu la chance de pouvoir le faire, qui ont pris leur voiture, comme moi, c'est toujours le racket qui continue, avec des plein d'essence qui avoisinent les 120, parfois les 140 euros pendant que les actionnaires de Total, eux, se gavent, ils ont fait 10 milliards d'euros de bénéfices pour les seuls 6 premiers mois de l'année de 2026, 10 milliards pris dans nos poches en l'espace de 6 mois. Franchement, on ne peut plus laisser faire, on ne peut plus accepter un tel racket, on se fait tondre comme des moutons. Ce que nous voulons, nous, c'est mettre fin à ce racket, c'est de pouvoir vivre de notre travail, vivre de la sueur de notre front, vivre de tous les efforts que nous produisons pour la société, pour les autres. On veut tout simplement se faire respecter. Et c'est pour cela, et c'est pour cela, et c'est pour cela que nous appelons, modestement, simplement, à prendre le pouvoir. À prendre le pouvoir. Nous ne sommes pas une organisation syndicale, nous sommes une formation politique, nous sommes pour participer aux mobilisations des luttes, mais nous voulons que ça change pour les travailleurs, pour

les salariés, du public, pour les ouvriers, du privé. Et donc, si nous voulons que ça change pour eux, nous voulons prendre le pouvoir, tout simplement. Et pas le pouvoir pour le pouvoir, mais tout simplement pour mettre en place une véritable révolution sociale et écologique au service de tous, au service du peuple, par le peuple et pour le peuple. Et quand je parle de total, et c'est pour ça que je parle de prendre le pouvoir, c'est un exemple concret, enfin, à chaque fois qu'on va encore faire notre plein d'essence aujourd'hui. Je vous invite à faire comme moi, je fais, à demander l'évolution du cours du baril et l'évolution du cours du prix de l'essence. Vous voyez que quand le prix du baril monte, le prix de l'essence, il monte tout de suite, et quand le prix du baril, il baisse, c'est marrant, le prix de l'essence, il baisse pas. Pas pareil, en tout cas. Et c'est là où on se fait plumer. Ils nous plument, ils nous volent, ils dilapident nos richesses. Alors oui, on met sur la table des nationalisations comme celles de total. Et s'il faut les pousser dehors, s'il faut exproprier, nous le ferons. Nous le ferons. Macron va laisser derrière lui un champ de ruines sociales. Une France smicardisée, des travailleurs, des travailleuses, des retraités appauvris et une véritable terre brûlée, au sens propre comme au sens figuré, malheureusement. Et nous, nous voulons voir notre pays vert, respirable, avec des citoyens, des citoyennes, des enfants qui se sentent protégés, des hommes, des femmes qui vivent à égalité, quel que soit leur couleur de peau, leur origine, leur genre. Nous voulons aussi une France libre et indépendante, une France fière de produire ses propres richesses. Une France et des travailleurs fiers de payer des impôts parce qu'ils servent à financer des biens communs, des services publics, des professeurs, des soignants, des universités, des chercheurs, des ingénieurs. Une France qui verse des salaires plutôt que des allocations, qui cotise à la sécurité sociale plutôt qu'aux assurances. C'est pourquoi nous demandons rapidement et sans attendre les élections, nous nous battons pour cela, de porter le SMIC à 1700 euros net avec une augmentation de tous les salaires de 5 %. Maintenant, dès cette rentrée, nous demandons la revalorisation immédiate de 30 % du point d'indice des fonctionnaires, de tous les fonctionnaires, des collectivités, de l'Etat et des services hospitaliers avec les compensations qu'il faut pour nos hôpitaux et pour nos collectivités. Et enfin, nous demandons de rétablir l'échelle mobile des salaires pour que tous les salaires augmentent quand les prix augmentent. Et concernant nos retraités, nous voulons une hausse des pensions afin qu'il n'y ait plus aucune retraite en dessous du SMIC quand on a travaillé toute sa vie. C'est légitime. En fait, ce que je demande, c'est basique. Ce que nous voulons, c'est vivre de notre travail, tout simplement, et c'est le minimum vital. Nous voulons une meilleure reconnaissance professionnelle pour tous ces salariés du public et du privé qui s'usent au travail, qui s'interrogent sur leur métier, sur leur vocation tellement ça devient dur et tellement ils se sentent méprisés. Et je pense aujourd'hui, à quelques jours de la rentrée, à tous nos enseignants qui préparent la rentrée scolaire et qui devraient tellement être mieux reconnus pour tout le rôle et l'importance qu'ils et elles jouent dans la société auprès de nos enfants, de nos adolescents. Nous adressons tout notre soutien, toute notre force aux professeurs des écoles, aux enseignants de nos collèges, lycées et universités, et je leur dis, vous avez été méprisés, bâchés par tous ces gouvernements ces dernières années. Ils vous traitent de fainéants. Ils prennent les écoles pour une garderie. Vous avez tout notre soutien et nous serons à vos côtés à cette rentrée. Oui, vous pouvez compter sur nous pour faire de l'éducation nationale et de la jeunesse la priorité des années qui viennent. Renforcer les services publics, permettre à chacun de vivre de son travail, de sa force de production, de participer au choix dans son entreprise, tout ça, c'est un vrai projet de société. D'ailleurs, nous, on se permet même de dire que c'est le socialisme. Je vais pas ouvrir le débat ici, mais c'est un peu ça. C'est pas que ça. Mais c'est ce projet que nous voulons défendre pour la France. Vivre et travailler en France, vivre et travailler au pays, c'est le combat que je vous propose, que nous menions ensemble. Entendez bien, vivre et travailler. Les deux termes sont d'égale importance. Vivre et avoir un emploi stable, formateur, bien rémunéré, tout au long de sa vie, en redonnant du sens à notre travail, à notre emploi, à notre place dans la société. Pourquoi nous travaillons ? Pour qui nous travaillons ? Pour qui nous produisons ? Redonner du sens au travail, c

'est un vrai projet de société qui met le respect de la dignité humaine, le climat, les conditions de travail et le retour d'une France libre et indépendante au coeur de son projet. Redonner du sens au travail, à la production, c'est reprendre la main sur notre appareil productif, mais c'est aussi penser au climat, à notre souveraineté industrielle, mais aussi à la nouvelle industrie que nous devons bâtir. C'est investir dans l'avenir, mais c'est aussi s'entourer de services publics qui fonctionnent et qui sont indispensables. Alors, forcément, quand je vois tous les outils que met le gouvernement sur la table pour de nouveau... ces services publics dans le prochain budget de la nation. Scalpel, ciseaux, coupe-coupe pour tailler encore dans nos dépenses publiques, dans le pouvoir d'achat des familles, des retraités, des gens malades. Je leur dis arrêtez le massacre, arrêtez la boucherie, arrêtez de charcuter, je leur dis rangez tout. Nous on a nos outils, on va sortir nos fossiles et nos marteaux, les outils des paysans et des ouvriers pour faire le budget de la France. Ils peuvent nous faire

confiance,

ils peuvent nous chambrez avec le mot communiste mais ces deux symboles que sont la fosse et le marteau sont les beaux symboles du peuple travailleur et je leur fais confiance pour bâtir le budget qui saura répondre à nos besoins, répondre à la France, répondre aux exigences de paix que nous avons dans notre coeur. Et eux en face ils ne vont nous parler que de la dette, la dette qui nous agite comme un grelot pour tétaniser le peuple et fermer toutes les bouches. Ça ne marche plus, on en a marre d'entendre ça. La dette il faut le rappeler, ce sont eux qui gouvernent depuis dix ans qu'ils l'ont aggravé de plus de 1300 milliards d'euros parce qu'ils gèrent mal tout simplement le budget de la France, parce qu'ils dilapident notre argent en le donnant à ceux qui n'en ont pas besoin, parce qu'ils le distribuent à des actionnaires qui roulent déjà sur l'or pendant que nos PME et nos petites entreprises n'ont que des miettes. La dette c'est aussi celle que Macron a décidé de gonfler auprès des marchés financiers, des banquiers, tous ses amis qu'il enrichit grassement avec des intérêts qui nous coûtent aujourd'hui près de 80 milliards d'euros de charges de la dette. Oui, on se fait voler par tous les bouts, je vous dis. Et la retraite par capitalisation, c'est le même principe, c'est laisser la finance gagner de l'argent sur le dos des retraités et de leur cotisation. La dette, enfin, c'est une construction politique tout simplement qui sert à dominer le peuple, à faire taire toutes les contestations, toutes les revendications sociales et pour dire tout simplement à la classe ouvrière, à la jeunesse, travaillez plus, gagnez moins, mais surtout taisez-vous, eh bien, on ne se tira pas et on lutera. Et d'ailleurs, c'est au nom de la dette, parce qu'en plus, il faudrait qu'on se taise, mais c'est aussi au nom de la dette qui nous en rajoute. C'est au nom de la dette qui nous demande d'accepter ce que nous n'avons pas fait une nouvelle taxe sur l'essence comme celle qui a été instaurée en janvier dernier. On parle du prix de l'essence qu'augmente. Il y a 65 % de taxes de l'État dessus. Il y en a une nouvelle qui a été augmentée avec la contribution sur l'énergie. C'est encore la hausse des prix du gaz, de l'électricité. C'est encore la hausse des franchises médicales où le gel des retraites, c'est au nom de la dette qui nous demande une nouvelle fois de nouvelles taxes, de nouveaux efforts. Et d'ailleurs, c'est marrant, ça, mais il va falloir qu'on s'éloigne de ces contradictions dans les débats qui vont venir. Je veux dire, j'ai de l'appétit à ces débats, j'ai envie d'y aller. Mais non, mais réfléchissons un peu. Vous les écoutez, ils vous disent tous les jours que il faut surtout pas augmenter les impôts et les impôts des riches, surtout pas augmenter les impôts des riches. Il pourrait partir, mais mais faut pas augmenter les impôts des riches. Mais c'est possible d'aller taxer les traités, les salariés, les malades, les travailleurs. Enfin, c'est quand même incroyable. Les riches, on ne peut pas les taxer, mais ceux qui gagnent 2000, 3000 euros, on peut les taxer. Quelle contradiction. Et vous voyez ça, cette contradiction là dans leur discours, parce qu'il faut quand même gonfler de pouvoir le dire. Il va falloir qu'ils viennent le dire que Bernard Arnaud peut pas payer plus, mais que leur traité à 1500, 2000 euros net, il pourrait payer plus. Faut l'assumer quand même, il faut pouvoir le dire aux retraités. Bernard Arnaud va être content, mais vous voyez ça, c'est la réalité concrète de la guerre des classes quand elle est menée avec violence par celle

des riches, quand elle a le pouvoir. C'est typiquement la lutte des classes, mais c'est la guerre des classes qui nous mène et qui est violente. Et c'est pour ça que je suis révolté et profondément révolté et tout autant combatif et prêt à y aller. Parce que cette rentrée 2026 doit être celle de toutes les colères, de tous les espoirs, de toutes les luttes contre ce président des riches dont nous devons nous débarrasser. Alors, pas de lui personnellement, parce que ça, ça sera fait dans six mois, mais sa politique et toutes celles et ceux qui continuent de la mettre en œuvre et ils sont nombreux, de la droite à l'extrême droite, eux sont encore là et c'est de cela dont nous devons nous débarrasser. Et c'est le message que nous irons porter en cette rentrée. Nous serons présents pour porter ce message dans les luttes à venir de cette rentrée qui s'annonce toujours chaude, le 7 septembre à Paris, devant tous les tribunaux de France, pour exiger des moyens pour la justice et une loi cadre intégrale contre les violences sexuelles et sexistes et pour protéger les femmes et les enfants contre ces violences sexuelles et sexistes. Nous voulons une loi intégrale et surtout les 3 milliards d'euros qui vont avec. Sinon, ça n'a pas de sens. Nous appelons à être présents le 15 septembre aux côtés des électriciens et des gaziers pour leur journée de grève et d'action, comme aux côtés des acteurs de la santé qui appellent à une large mobilisation. Soyons avec eux le 15 septembre prochain. Je n'oublie pas les rassemblements pour le climat et pour la paix le 26 septembre. Nous serons de tous ces rassemblements aussi. Nous appelons à y être. Il y aura aussi le 29 septembre une mobilisation, une journée d'appel des agents de la fonction publique pour leur grève unitaire, pour les salaires notamment. Il faudrait être nombreux. Et enfin, il y aura le 29 septembre aussi et dans les 2 jours qui précèdent, pendant 3 jours, une large et forte mobilisation des pompiers à Paris et dans toutes les France pour exiger que l'État soit au rendez-vous et nous serons avec eux. Mais sur ce sujet aussi, le Premier ministre et son ministre de l'Intérieur peuvent dire et répéter que le budget de la sécurité civile a augmenté. C'est vrai. Mais enfin, les feux de forêt ont été multipliés par 4 en 20 ans. Il y a dans toute la France la disparition des hôpitaux de proximité, des commissariats, qui fait qu'aujourd'hui, ce sont les pompiers qui sont appelés à chaque fois que les services publics reculent 1 million d'interventions en plus en l'espace de 20 ans. C'est près de 1800 centres de secours qui ont été supprimés au nom de la mutualisation. Et ce sont des délais d'intervention qui se sont rallongés, alors que chaque seconde compte pour sauver des vies. La réalité, c'est que plus de 1000 camions citerne ont eux aussi disparu dans la même période et que la France ne dispose pas d'assez de canadiers pour faire face à l'étendue de la menace. Alors oui, on peut le dire. Leurs choix, leurs politiques coûtent des vies humaines, abîment notre pays, brûlent nos forêts, ruinent des agriculteurs. Les politiques d'austérité nous tuent. Le capitalisme tue. Et c'est pourquoi nous ferons tout pour nous en débarrasser par tous les moyens, dans les urnes, comme dans les luttes. Je voudrais évidemment, en votre nom à tous, au nom du Parti communiste français, saluer ces milliers de femmes et d'hommes qui ont lutté au péril de leur vie contre les incendies durant tout l'été. Quatre en sont morts, fidèles jusqu'au bout à leur courageuse devise, sauver ou périr. Je veux adresser à leur famille, à leurs collègues, notre fraternité, notre solidarité la plus totale. Et c'est ce que j'ai été dire aux pompiers que j'ai rencontrés au centre d'incendie de Toulouse hier. Et je voudrais aussi rendre hommage à toutes ces professions, à tous ces hommes, ces femmes, ces agents des services publics, aux citoyens, aux citoyennes, aux agriculteurs qui se sont, eux aussi, mobilisés partout dans ces feux pour accompagner les pompiers volontaires et professionnels dans leur combat. Vous voyez, quand l'Etat est défaillant, on sait qu'on peut compter sur un peuple solidaire et debout, toujours au rendez-vous pour faire face au drame. Malheureusement, parfois, la solidarité ne suffit pas. Et la gravité des événements oblige un changement d'échelle. Et c'est ce que nous proposons. Parce que ce que nous avons vécu cette année n'est pas qu'un événement exceptionnel. Avec des tristes records, il va falloir aller plus loin pour clarifier ce qui s'est passé et faire la clarté sur les responsabilités. École fermée, hôpitaux saturés, salariés en difficulté, logements invivables et des morts par milliers. Ne l'oublions pas, la canicule que nous avons traversée est une violence de classe. On ne suffoque pas de la même manière dans un palace climatisé, dans un yacht

au bord de la mer, dans un château avec des gouvernantes dans chaque pièce, qu 'au dernier étage d 'un immeuble, dans une ville qui étouffe, loin des services publics, ou cloué sur un brancard, dans un service d 'urgence débordé, ou encore en plein soleil sur un chantier. Les riches ne meurent pas sous la chaleur. Ce sont toujours les mêmes qui meurent, les plus précaires, les personnes âgées isolées, vulnérables, les plus fragiles. Ce sont aussi les ouvriers des métiers pénibles qui en souffrent le plus. Et les chiffres de cet été sont terribles. 7 300 morts cet été et c 'est encore un bilan provisoire. Alors je le dis ici, solennellement, nous voulons connaître la réalité sociale de ces chiffres terribles. Qui étaient celles et ceux qui sont morts, qui ont perdu la vie à cause de la canicule ? Quel était leur niveau de vie, leur situation sociale, leur lieu d 'habitation, leur environnement ? Oui, il faut exiger une commission d 'enquête sur ces chiffres, sur le bilan catastrophique de cet été et établir les responsabilités, car ce ne sont pas les riches qui meurent sous la canicule. C 'est le peuple. Il a

le droit de savoir.

La responsabilité de l 'Etat est engagée pour défauts d 'adaptation, pour carence dans la gestion de crise. Enfin, 20 ans après la catastrophe de 2003, un tel bilan est insupportable, comme si aucune leçon ou presque n 'avait été retenue. L 'inaction est tout simplement criminelle. Et d 'ailleurs, nos concitoyens, nos concitoyens, ils l 'ont bien compris et ils le disent aujourd 'hui. Quand on les écoute, quand on leur demande ce qu 'ils veulent, ils veulent plus de pompiers, ils veulent plus de casernes, ils veulent plus de climatisation dans leur EHPAD, dans les écoles de leurs enfants, plus de moyens pour leurs communes, ils veulent des services publics à côté de chez eux. Chez eux, ils veulent plus de soignants dans les hôpitaux, plus d 'enseignants pour leurs enfants. Quand on les écoute, après les drames que nous avons vécu avant l 'été, ils veulent aussi plus de justice, plus de commissariat, plus de protection, plus de sécurité au quotidien. Et c 'est pourquoi nous serons les ardents défenseurs de tous ces services publics si utiles, essentiels à notre pays et si indispensables autant au climat qu 'au bien -vivre ensemble. Et nous disons à ce gouvernement qu 'au lieu d 'investir dans la guerre, nous nous battons pour investir dans la vie. Nous voulons plus de sécu et moins de but. Et pour la construction du budget de 2026, nous demandons justement de mettre des mesures d 'urgence à l 'ordre du jour, immédiatement. Nous voulons plus de pompiers, plus de pompiers de matériel d 'intervention pour eux. Nous voulons un soutien massif aux collectivités qui sont en première ligne pour qu 'elles puissent climatiser les lieux publics. Nous voulons un soutien massif aux hôpitaux, aux écoles, aux EHPAD pour mieux accueillir et prévoir ces événements climatiques exceptionnels. Nous proposons d 'installer 2 millions de pompes à chaleur par an dans les habitations. Et nous proposons la vente d 'un million de véhicules électriques à bas coût, moins de 10 000 euros à l 'achat pour les classes populaires et moyennes, tout en relocalisant leur production en France à Flin et Poissy. Tout cela est possible si nous avons un minimum d 'ambition pour notre pays et pour le climat. Et c 'est pourquoi nous demandons cette révolution industrielle au service de nos services publics et de la transition écologique. Il y a les mesures d 'urgence dont je viens de parler, et je ne les ai pas toutes citées, mais il y a aussi les changements profonds durables qu 'il faut désormais mettre en place pour répondre autant à l 'urgence climatique qu 'aux urgences sociales. Et donc, c 'est le système qu 'il faut pouvoir remettre en cause. Et nous, nous ne cederons jamais sur ces 2 aspects, vivre heureux, tout en s 'engageant pour la planète. Et c 'est ce que nous proposons avec notre plan climat en printe 2050. Nous sommes la seule force politique à avoir modélisé une sortie des énergies fossiles pour atteindre la neutralité carbone en 2050. La seule. Nous sommes la seule force politique à prévoir un financement de ce plan allant au -delà de la simple taxation des plus riches ou de l 'ISF climatique, car les investissements à mettre en oeuvre sont colossaux. Et nous sommes la seule force politique à gauche à prévoir le doublement de la production d 'électricité stable et décarbonée provenant autant des énergies renouvelables que du nucléaire. Nous sommes aussi la seule force politique à prévoir la relocalisation de notre industrie pour ne plus importer de produits venant d 'autres continents afin de réduire nos émissions de CO2 qui y sont liées. Et c 'est

pour ça que je parle d'une France libre et indépendante. Planifier, financer, produire autrement dans un objectif de justice climatique et sociale pour protéger tous nos concitoyens, nos concitoyennes, cet impact d'avenir et de confiance que nous proposons aux Français. Et c'est d'ailleurs un pacte que nous avons chiffré à hauteur de 500 milliards d'euros sur 5 ans, mobilisant la CDC, la BPI, les pôles publics bancaires qui existent ici, comme d'ailleurs l'ont fait d'autres pays avec leur système bancaire qui leur sont propres. Et d'ailleurs, si vous avez suivi un peu l'actualité, vous avez peut-être vu, comme moi, que ce gouvernement propose de mobiliser cet argent qui existe et qui est en partie issu de l'épargne des Français. Il n'y a pas que nous qui proposons de mobiliser ces milliards d'euros de l'épargne des Français pour investir dans l'avenir, dans le plan climat, notamment pour nos hôpitaux, pour nos écoles. La différence, c'est qu'eux l'ont fait, ils l'ont fait, là, ils ont ouvert un prêt avec les fonds du crédit de la CDC, mais pour financer la guerre, pour financer la production d'armes, de bombes. Ce sont des choix dangereux. Nous ne voulons pas mobiliser l'argent des Français pour la guerre. Nous voulons financer, utiliser l'épargne des Français pour répondre à nos besoins humains, pour la

paix, pour vivre ensemble, pour nos enfants, pour l'avenir.

Ces 36 milliards d'euros pour le budget de la défense, en plus, qui est prévu d'ici 2030, et forcément moins d'argent pour nos services publics et pour nos concitoyens. Nous ne voulons pas de ces choix. Nous, nous voulons de l'argent pour faire pousser des têtes, pas pour en couper. Et d'ailleurs, un dernier mot sur ces choix, justement. Sur cette économie de guerre que nous impose Emmanuel Macron et qui aura d'ailleurs définitivement bafoué le crédit de la France sur la scène internationale. Nous n'avons jamais été, la France n'a jamais été, malheureusement, autant alignée sur la politique des Etats-Unis et sur l'OTAN qu'aujourd'hui. Et tout est fait aujourd'hui en France pour préparer les esprits et nos armées à un conflit de haute intensité. Alors oui, c'est grave. Et c'est pour cela que nous devons défendre la voie de la paix durant cette élection présidentielle avec force. Et d'ailleurs, la manière dont nous le défendrons feront que nous serons peut-être la seule force politique aussi à gauche à être aussi claire sur ces questions-là. Parce que l'économie de guerre ruine notre pays. Parce que la guerre en Ukraine... ruine l'Europe et notre pays. Et il faut avoir le courage de le dire et de dire stop à cette économie de guerre et à ce financement des guerres qui fait tant de mal à notre peuple. La guerre qui s'éternise en Ukraine, la guerre qui s'enlise soi-disant sans issue, ce n'est pas vrai et ce n'est jamais une fatalité. Une guerre qui s'enlise, une escalade guerrière, c'est toujours le résultat de choix politiques et à ces choix nous devons opposer les nôtres. Les solutions politiques et diplomatiques plutôt que les armes et l'escalade militaire. Nous voulons nous une politique de paix qui favorise la solidarité entre les peuples et le respect du droit international pour tous les peuples sans distinction. Et nous voulons que la France ait une voie indépendante et ferme sur ce sujet et c'est la raison pour laquelle nous ne partageons pas le choix d'une Europe fédérale dans laquelle la voix des nations est perdue. La voix de la France doit exister en tant que telle. Nous devons mesurer la gravité de la période dans laquelle nous entrons. Le monde bascule, l'impérialisme est plus agressif, plus interventionnisme, plus guerrier. Il gagne du terrain, il s'impose partout. Donald Trump est certainement la plus grave menace qui pèse sur l'humanité, sur la paix. J'ose le dire mais rien n'y fait. L'Union européenne se met à genoux devant lui, accepte ses choix impérialistes pour le contrôle des ressources, de l'énergie, des technologies et des grandes routes commerciales. Et comme toujours ce sont les peuples qui en paient le prix fort de leur liberté, de leurs droits et trop souvent de leur sang. C'est le cas en Iran, en Ukraine, dans plusieurs pays d'Afrique dont on parle trop peu mais aussi en Palestine victime d'un nettoyage ethnique terrible, que ce soit en Cisjordanie et d'un génocide pur et simple à Gaza. Un génocide mené par un gouvernement d'extrême droite fasciste et criminel en Israël. La France ne peut plus se contenter de déclarations et de jouer double jeu en reconnaissant d'un côté l'état de Palestine et de l'autre en le laissant disparaître. La reconnaissance de l'état de Palestine pour laquelle les communistes français

se sont tellement battus et se battent encore, doit maintenant se traduire en actes. Nous appelons en cette rentrée et face à ces drames, cette violence qui se développe notamment dans les territoires occupés en Cisjordanie que nous voyons tous les jours, nous appelons à ce que la France prenne rapidement des sanctions contre les ressortissants français qui s'installent dans les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés. Une bonne fois pour toutes, nous demandons en cette rentrée à ce que la France interdise toute promotion ou commercialisation des projets d'installation dans ces colonies comme ça se pratique encore aujourd'hui. Et nous demandons que soit enfin interdit tout produit importé provenant des territoires occupés. La colonisation ne doit pas être un marché. D'autres pays prennent de telles mesures en Europe, en Irlande, en Belgique, aux Pays-Bas et en Espagne, qu'a le courage d'aller loin, faisons comme eux. C'est derrière eux que nous devons nous aligner. Et enfin, nous demandons à mettre fin à l'impunité des auteurs présumés de crimes de guerre en demandant leur traduction devant les tribunaux, quel que soit leur passeport, leur nationalité ne doit pas devenir un bouclier contre la justice et le droit international. Et je demande à Emmanuel Macron qu'attendez-vous pour agir. Nous ne voulons plus seulement des condamnations de papiers, des communiqués. Nous voulons des actes juridiques, politiques, clairs et fermes. Et je veux saluer ce soir tous nos camarades qui se sont rendus en Palestine ces derniers mois, ces dernières semaines, pour faire vivre nos campagnes de solidarité. Ils perpétuent la longue amitié que le Parti communiste français entretient avec les Palestiniens, avec l'OLP, avec tous les progressistes palestiniens qui se battent comme nous pour une Palestine libre, laïque et démocratique vivante en paix aux côtés de l'Etat d'Israël. Alors je dis vive le peuple palestinien et je dis aussi vive les forces progressistes israéliennes qui se battent pour la paix et pour

une solution à deux Etats, pour une solution à deux Etats, pour deux peuples vivant côte à côte et en paix.

So, so, so, solidarité. So, so, so, solidarité. So, so, so, solidarité.

Notre solidarité ne s'arrête pas à la Palestine. Avec d'autres forces de la gauche européenne, nous menons actuellement une grande campagne de solidarité avec le peuple cubain contre le blocus étasunien qui est en train de les asphyxier, d'asphyxier l'île. Dans tous les départements, nos camarades continuent de collecter du matériel, des médicaments, de l'aide humanitaire. Et je vois d'ailleurs que des entreprises, des collectivités y participent avec le soutien actif de la CGT qui est à nos côtés. Je leur dis encore une fois ce soir, le peuple cubain n'est pas seul. Il peut compter sur l'amitié et la solidarité du peuple français, des travailleurs français, des communistes français. Vive à Cuba libre !

El pueblo unido jamás será vencido. El pueblo unido jamás será vencido. El pueblo unido jamás será vencido.

Amis et camarades, nous entrons dans une période décisive pour l'avenir de notre pays et pour la paix, je viens d'en parler. Dix ans de pouvoir d'Emmanuel Macron, dix ans de libéralisme qui s'ajoute au libéralisme d'avant, dix ans aussi d'une montée inexorable de l'extrême droite et de ces idées d'ailleurs relayées sans complexe par certains médias qui assument totalement leur choix, ce qui est grave. Et tout ça fait que notre pays est abîmé, notre peuple est divisé, la France est fracturée. Et la gauche a forcément une responsabilité immense dans cette période, celle de retrouver le chemin du peuple, de la paix et d'une république sociale et laïque. La gauche a la responsabilité de redevenir majoritaire dans le pays et d'être capable de rassembler, de redonner de l'espoir avec un programme ambitieux, transformateur, crédible. Et nous, nous entendons jouer tout notre rôle pour cela. Le 6 septembre prochain, après six mois de débats, de rencontres, de votes, de congrès, nous ferons, nous, un choix ferme et définitif concernant l'élection présidentielle. Et nous en

avons bien débattu. Le 6 septembre au soir, nous pourrons, je le souhaite, annoncer officiellement... votre candidature est nous lancer dans ce grand débat avec nos concitoyens. Je le dis chez nous aussi, c'est carré, la démocratie en plus. Et c'est pas rien. La démocratie. Le 6 septembre au soir, nous devrions, je parle au conditionnel, sous réserve du vote, le 6 septembre au soir, nous devrions être la deuxième force à gauche. À présenter officiellement sa candidature. C'est la réalité des faits. Il ne faudra pas me parler de division, nous serons que deux. Reste aux autres, à payer de décider de leurs choix, de leur chemin, et nous les invitons à débattre du programme et du contenu de ce que nous pouvons, pourrions défendre ensemble. Pour travailler à cette campagne présidentielle, et si les choix sont faits dans ce sens, je vais quand même vous faire une petite annonce, ici, pour ces universités d'été, parce qu'on s'y prépare. Et dès le 7 au matin, je souhaite et j'espère, nous pourrions coller une belle affiche, avoir une adresse au peuple de France et s'engager avec un comité de campagne et un directeur de campagne qui a accepté d'endosser cette lourde responsabilité. Je suis content de vous dire que Yann Brossat accepte d'être à mes côtés pour diriger cette belle campagne que nous allons mener ensemble. Et quand nous en serons là, je serai conditionnel le plus heureux des candidats. Nous irons à cette campagne, attention, le vote qui va avoir lieu entre le 3 et le 6, je le redis, pour nous, adhérents et adhérentes du Parti communiste français, ce n'est pas qu'un vote de formalité. C'est un vote qui doit donner de la force à nos choix. C'est un vote qui doit permettre de parler à beaucoup de militants et de militantes. C'est un vote qui peut même être l'occasion d'organiser des rencontres et des assemblées et de discuter avec les camarades et la population. Voter massivement entre le 3 et le 6 septembre, c'est donner de la force à nos choix que nous prenons démocratiquement chez nous. Nous aurons voté plusieurs fois pour cette séquence, et ce vote -là, c'est le vote final. Alors créons toutes les conditions de voter massivement et de montrer que nous sommes une force politique implantée dans tout le territoire, dans les grandes villes comme dans les villages, dans toute la France, dans tous les départements, faisons en sorte que le 6, nous soyons des dizaines de milliers à voter pour présenter une candidature communiste à l'élection présidentielle. Et nous irons, comme nous l'avons dit, à cette élection avec un projet de rupture, de transformation sociale et de transition écologique, avec un projet qui rassemble, qui devra être utile aux luttes, utile au monde du travail, utile à la construction d'une majorité populaire, utile au progrès social et à la paix, avec un projet qui aura vocation à être partagé et porté par le plus grand nombre, par le monde associatif, par des responsables syndicaux, par des maires, des élus locaux et par des responsables politiques qui, à gauche, cherchent encore leur chemin. Nous sommes là et nous sommes prêts à travailler ensemble et à porter cet espoir nouveau pour la France et pour la République. Pour mener cette campagne, je compterai aussi sur vous pour être partout présent dans les semaines et les mois qui viennent, pour être partout présent dès le 7 septembre dans les villes, les villages, les entreprises, les écoles, les hôpitaux, sur les places des marchés pour nous adresser aux Françaises et aux Français. Mes chers amis, mes chers camarades, faisons de cette campagne une grande bataille populaire, une grande bataille pour la vie, pour le respect de la dignité humaine et pour la paix, pour vivre, pour mieux vivre, pour vivre heureux et vivre en paix. Voilà notre programme et tout notre programme. Vive le Parti communiste français, vive la République sociale et écologique et vive la France

!

Vous avez le droit à une bonne bière !

(Résumé automatique impossible : Aucun modèle disponible pour l'instant (tous épuisés ou en panne).

Groq : indispo 81s

SambaNova : occupé 5s

Mistral : occupé 5s

Cloudflare : o · texte intégral ci-dessus)